



Service de la sécurité
civile et militaire

Division protection de
la population

Gollion
Case postale 80
1305 Penthalaz

DEMANDE D'APPROBATION D'ABRI PCi

46

Service responsable

nombre d'exemplaires requis : 2

Département de l'environnement et de la sécurité, Service de la sécurité civile et militaire,
Division protection de la population – Gollion Case postale 80, 1305 Penthalaz, Tél. 021 316 51 00

PCi Région : N° PCi :
Adm. N° comm. : N° CAMAC :

1. A REMPLIR PAR LE MANDATAIRE

Commune :
District :
Adresse : rue et n° / lieu-dit :
Coordonnées géographiques :
N° de parcelle :

Propriétaire :
NOM, prénom : **Raison sociale :**
Adresse : **Tél. :**
NPA / localité :

ou promettant acquéreur :
NOM, prénom : **Raison sociale :**
Adresse : **Tél. :**
NPA / localité :

Nombre de places protégées obligatoires (art. 70 OPCi)

Pièces habitables : Autre :
Hôpitaux, homes : **Total places protégées obligatoires :**

Abri obligatoire (art. 61 LPPCi)

Surface (m ²)	Hauteur (m)	Volume (m ³)	Places protégées
.....
.....
.....
.....

Total places protégées :
Places protégées privées construites d'avance (cat. 91000) :
Places protégées communales construites d'avance (cat. 90000) :
Réunion d'abris obligatoires d'avance (cat. 11) :

Équipement des abris (ventilation, lits, toilettes) **avant la réception** (art. 73 OPCi) – Bases tech. ITAP 84
Surface : 1m² par place protégée, non compris surface pour ventilation
Volume : 2.5 m³ par place protégée, y compris ventilation, sas exclu

Extrait de la législation (art. 24, al. 1 de la loi vaudoise, LVLPCi)

Le permis de construire d'un bâtiment dans lequel des places protégées doivent être créées ne peut être délivré avant l'approbation du projet par le service.

Le mandataire soussigné certifie que les éléments d'appréciation remis sont conformes à la réalité.

Date : Timbre et signature :

2. PREAVIS DES AUTORITES

Date : Autorité communale : Admis
 Admis avec remarques
 Refusé

Date : cdt ORPC* : Admis
 Admis avec remarques
 Refusé

Remarques :
.....
.....

*Organisation régionale de protection civile

NB : En cas de délégation de compétence à l'ORPC, le commandant voudra bien confirmer par une deuxième signature la position de l'Autorité communale.

Extrait de la législation (art. 4 de la LVLPCI)

¹ Les communes ont les attributions suivantes :

- a) le contrôle de la réalisation, l'usage et l'entretien des abris privés ;
- b) la réalisation, l'usage et l'entretien des abris publics ;
- f) l'exécution des prescriptions fédérales et cantonales.

² Les communes peuvent confier à l'organisation régionale, à laquelle elles sont rattachées, tout ou partie de leurs tâches.

3. DETERMINATION CANTONALE

Admis Admis avec remarques Refusé

Remarques :
.....
.....

Admis sous réserve d'une exécution conforme aux directives OFPP

Date : Signature :

Ce formulaire peut être obtenu directement sur le site Internet de la CAMAC (<http://www.camac.vd.ch/>)